

“Il faut un New Deal financier en Wallonie”

■ A quelques jours de son départ, Philippe Suinen veut une Wallonie qui communique.

Entretien Stéphane Tassin

Après plus de quinze ans à la tête de l'Awex (Agence wallonne pour les exportations et les investissements étrangers), Philippe Suinen passe la main à Pascale Delcomminette (le 1^{er} juillet prochain) qui reprend aussi son mandat d'administrateur général de WBI (Wallonie-Bruxelles international). Ancien cabinet-tard, proche du PS, qui a souvent dit ce qu'il pensait, Philippe Suinen ne restera pas sur la touche. Il a des projets.

Vous quittez vos fonctions avec un pincement au cœur ou avec soulagement ?

Un certain pincement au cœur quand même. Quand on s'investit dans un projet ça fait toujours un peu bizarre de le quitter. Maintenant il y a aussi un soulagement, je crois que les choses ont été bien arrimées au sol et la succession a été bien préparée.

Vous n'allez pas retrouver vos pantoufles et votre canne à pêche, vous resterez bien occupé ?

Je n'en ai pas, d'ailleurs. Il y a tout d'abord le Forum mondial de la langue française à Liège en 2015. C'est le genre d'événement mondial dont la Wallonie a besoin pour renforcer sa visibilité internationale. Il y a un autre enjeu plus difficile parce qu'il n'est pas encore acquis, c'est le mondial des métiers à Charleroi en 2019. C'est une œuvre d'évangélisation internationale qui me plaît bien. Je donnerai aussi des conseils stratégiques à certaines entreprises et, ce sera annoncé en juillet, je présiderai les chambres de commerce.

Tous les réseaux créés ces dernières années vont vous être utiles ?

En pleine déontologie bien entendu. Il est clair que je ne vais pas arrêter de dire bonjour à des gens que je connais.

Par le passé, on vous a souvent appelé le 8^e ministre, vous êtes-vous pris pour un ministre ?

On m'a appelé comme ça parce que dans beaucoup d'esprits il était inhabituel qu'un fonctionnaire communique et donne son avis. C'est par l'action que l'on se fait connaître et il faut communiquer. L'action est porteuse de valeur et le Wallon a besoin de quitter son introversion légendaire. Je ne me suis jamais pris pour un ministre. C'est d'autres qui m'ont parfois mis en difficulté en lançant cette

image qui ne correspond pas à la réalité et cela a tendance à déprécier quelqu'un.

Ça ne vous aurait pas plu, une carrière politique ?

Il y a un temps où ça m'aurait plus mais je

n'ai pas suffisamment de patience pour ça. Je suis rempli d'admiration pour les hommes et femmes politiques. Je ne pourrais pas rester, pour ma part, plus d'un quart d'heure dans un goûter de pensionnés.

En matière d'exportations, est-ce que la Wallonie a fait des erreurs ces vingt dernières années ?

Il y a eu au départ des péchés de naïveté et aussi une lenteur à faire comprendre aux entreprises la nécessité de communiquer, d'être audacieuses et d'aller vers l'autre.

La Wallonie aura bientôt un nouveau ministre de l'Économie. Un conseil à lui donner ?

Qui suis-je pour donner des conseils ? Il y aura une certaine rareté budgétaire à gérer et donc il y a un combat à mener pour dire que l'exportation, c'est porteur d'emploi. Il faudrait simplifier le système d'incitants financiers. Il faut le centrer plus sur ce qui est prospection et outils de communication adaptés. Il faut continuer à avoir une fonction de marchepied par rapport à la grande exportation. Et il faut un effet de charisme organisé. Il doit venir des acteurs, de l'Awex et du ministre. Le ministre doit irradier naturellement vers les entreprises. La communication, c'est fondamental. Il faut pratiquer l'échange d'information entre nos entreprises.

Est-ce que la Belgique n'a pas un peu de mal à sortir de son carcan “bières, frites et chocolats” ?

Ça bouge un peu, mais je n'ai pas forcément la même impression. C'est parfois un argument qui nous permet de préciser ce dont nous disposons comme autres atouts. En tout cas il faut éviter les clichés. Les Néerlandais vendent autre chose que des tulipes. Ceci dit, on a le meilleur chocolat du monde....

A-t-on en Wallonie des capacités suffisantes d'investissements privés pour réindustrialiser la région, comme le souhaite le ministre Marcourt ?

Il faut arriver à une bonne entente avec le secteur bancaire. Un New Deal financier en Wallonie est nécessaire: il faut également montrer une Wallonie suffisamment attractive pour que les pourvoyeurs de financements s'y intéressent.

Ce n'est pas le cas ?

Pas encore complètement parce que la Wallonie est toujours en retrait et en décalage sociologique. Elle diffuse toujours une image axée sur des industries lourdes et pas assez sur les acquis des nouveaux secteurs du plan Marshall. On doit attirer les “business angels” et faire en sorte que l'on donne une sorte de gage que ce qui se passe en Wallonie peut avoir des effets plus large au niveau de la grande région et des territoires voisins. La Wallonie doit apparaître comme une tête de réseau. Il faut un véritable plan de communication.

En matière d'investissements étrangers, l'espace disponible en Wallonie est en train de se raréfier ?

Il y a quand même une gestion qui fait qu'il y a un renouvellement des stocks. Mais peut-être pas pour les grands investissements logistiques. Là, il y a une offre qui devrait être complétée. Il faut, de plus, assouplir les réglementations urbanistiques.

Vous avez un point de désaccord avec Jean-Claude Marcourt sur le fait de rescinder le poste que vous occupez en partie à l'Awex et en partie à Wallonie-Bruxelles international ?

Il est nécessaire que l'entreprise soit bien servie. On doit poursuivre le décloisonnement, WBI travaille aussi pour les entreprises. Reconstituer une cloison, c'est revenir 20 ans en arrière. Il ne faut pas considérer que WBI est une armée de poètes. Selon moi, il faudra fusionner en-dehors des deux ans.

Est-ce que le monde politique perçoit toujours les enjeux économiques à long terme ?

C'est l'avantage du plan Marshall 2022. A partir du moment où vous organisez le temps par périodes de cinq ans, tous les cinq ans, des gens honorables doivent se remettre en cause et en situation concurrentielle pour remporter les suffrages.

Pascale Delcomminette va vous succéder pour au moins six mois. C'est facile de succéder à Philippe Suinen ?

Bien sûr. Les choses sont bien lancées. Pas-

cale a toute ma confiance et c'est bien d'avoir un œil nouveau et féminin avec la belle expérience qui est la sienne. C'est un vent de fraîcheur.

Elle a six mois pour convaincre. Qu'est-ce

qu'elle doit faire?

Elle doit avoir des résultats. Mais il ne faut pas rendre les choses stressantes au point de dire que ce qu'elle fera pendant six mois conditionnera tout le reste. La mesure de quelqu'un c'est plus que six mois.

Si vous aviez un conseil à lui donner?

Respecte les politiques mais dis-leur la vérité.

Ça vous a parfois joué des tours?

Peut-être, mais je ne regrette rien.